



Quel terrain pour la caserne de La Restanque ?

PHOTO J.M.

Ça coince autour de la troisième caserne de pompiers en ville

SECOURS

Le permis de construire a été délivré, de même que le terrain qui doit l'accueillir : pour autant, la construction de la troisième caserne de pompiers qui doit voir le jour dans le quartier de la Restanque est aujourd'hui suspendue à une sérieuse divergence d'appréciation entre les services de la Ville et ceux du Sdis présidé par Kléber Mesquida. « On a eu un permis tacite mais il y a une difficulté avec les services municipaux, j'insiste, qui veulent un bail emphytéotique et nous inclure dans la ZAC. Or, on a toujours refusé ces baux, et les terrains dans les ZAC pour ne pas en subir les contraintes administratives. Les autres maires se sont débrouillés », expose le patron du Sdis et du Département. Ces derniers attendent désormais « qu'un terrain soit affecté dans les conditions des autres communes. On demande que ce terrain soit sorti de la ZAC et cédé. »

« C'est la technocratie qui bloque »

Une réunion a eu lieu entre la direction des services de la Ville

et le contrôleur général du Sdis Eric Florès mais sans parvenir à débloquer la situation. « Ce sont les services qui bloquent. J'ai demandé à Michaël Delafosse à ce que ses services soient réalistes. On ne peut pas appliquer de distorsions entre les communes. C'est la technocratie qui aujourd'hui bloque », déplore Kléber Mesquida.

Un chantier de 14 M€

Le chantier de la caserne de la Restanque est estimé à 14 M€. « Dans notre règlement c'est la commune qui met à disposition un terrain équipé. Le coût de la construction est assuré à 80 % pour le Sdis et 20 % par la collectivité. On a déjà prévu trente sapeurs pompiers professionnels en plus pour cette nouvelle caserne », précise-t-il. Parallèlement à La Restanque, un second équipement équivalent est prévu au nord de la Métropole et devrait s'implanter sur la commune de Montferrier plutôt qu'à Clapiers comme cela avait aussi été envisagé.

Guy Trubuil

gtrubuil@midilibre.com

Contre le harcèlement de rue, le dispositif Maguelone reste méconnu

SÉCURITÉ

Lancé le 8 mars 2022, le dispositif réunit près de 200 commerçants du centre-ville notamment. Pourtant, son concept ne parle pas forcément aux Montpelliéraines, premières concernées.

Emeline Andreani
eandreani@midilibre.com

« Qu'est-ce que c'est ? ». « Ce sont les vélos libre-service ? » Dans les rues de Montpellier, autant dire que le dispositif Maguelone n'est pas des plus clairs pour les Montpelliérains. Lancé le 8 mars 2022 par la Ville et la CCI de l'Hérault, cet outil vise à lutter contre le harcèlement de rue en répertoriant les établissements refuge pour les victimes. « Aujourd'hui, ce sont 200 commerces qui se sont manifestés pour participer au projet, dont une centaine labellisés. C'est-à-dire qu'ils ont été formés par le Planning familial 34 pour accueillir les victimes », précise Fatma Nakib, déléguée à l'égalité et aux droits des femmes à la Ville. Une formation de deux heures qui explique notamment la posture à adopter « sans pour autant se substituer aux forces de l'ordre », nuance l'élue. Pour repérer les commerces participants, en plus d'un sticker collé sur la porte, une liste des établissements est disponible sur le site de la Ville.

Des commerçants déjà impliqués contre le harcèlement

Un concept qui, une fois expliqué aux Montpelliérains, est salué dans l'ensemble. « C'est une très bonne chose, c'est important. Ma fille vient d'entrer au lycée et je lui ai toujours dit que si elle avait un problème, elle

devait se rendre à la pharmacie à côté de chez nous ou dans un commerce. C'est rassurant », explique Nadia. Quant aux commerçants participants, ce dispositif vient dans une suite logique. « C'était naturel de prendre part à ce projet. Déjà parce qu'on est tous concernés, puis j'ai déjà dû faire face plusieurs fois à des situations de harcèlement. Il y a notamment une fois, une jeune fille qui a eu très peur car elle se faisait suivre. L'homme en question a essayé de rentrer dans la boutique. Je l'ai mis à la porte », raconte Carole Andral, gérante de la Maroquinerie Lafarge, située Grand rue Jean-Moulin. Depuis, elle n'a plus eu aucune situation de ce genre.

« Une fois, une jeune fille a eu très peur car elle se faisait suivre. L'homme a essayé de rentrer dans la boutique. »

Idem pour le gérant de Finsbury, rue Jacques Cœur. « J'ai déjà eu des jeunes filles qui rentraient dans la boutique, faisant semblant de s'intéresser aux articles tout en jetant des coups d'œil dehors. J'ai très vite compris qu'il y avait un problème. Mais depuis, plus rien. Et tant mieux d'un côté, cela veut dire qu'il y a moins de problèmes aussi », reconnaît Mathieu Latte. En effet, la présence renforcée de la police municipale dans le centre-ville aurait permis de faire diminuer ce sentiment d'insécurité selon eux.



Carole Andral du magasin Lafarge a rejoint le dispositif dès 2022. T.C.

Mais pour Manon, 29 ans, qui ne connaissait pas non plus le dispositif Maguelone, un point l'interpelle : « Ce dispositif n'est disponible que la journée du coup ? Car c'est surtout le soir généralement qu'il y a le plus de problèmes », soulève-t-elle.

Quatre signalements en plus d'un an

Pour l'élue à la Ville, cette problématique n'a pas été écartée assure-t-elle. « On commence à avoir aussi des bars et des restaurants qui rejoignent le dispositif. Après, on ne va pas se mentir, cette prise en charge, même sans Maguelone, chacun des commerçants le fait naturellement. Cette action est plus pour montrer que le harcèlement de rue n'est pas tolérable, qu'il y a tout un réseau d'entreprises qui lutte contre ce fléau. Et surtout, faire en sorte que les femmes soient rassurées, qu'elles ne sont pas seules en cas de problème ».

À date, seuls quatre signalements de la part des commerçants ont été recensés depuis le lancement du dispositif. « Après, peut-être que Maguelone, ça ne parle pas à tout le monde non plus. Je pense notamment aux étudiantes étrangères. À l'international, tout le monde connaît le dispositif Angela. Là, on a voulu faire quelque chose de local, mais peut-être que ça parle moins à l'ensemble des habitants », pointe le gérant de Finsbury. Un manque de visibilité à laquelle la Ville compte remédier en menant une grosse campagne de communication fin janvier. « On attendait qu'il y ait un certain nombre de participants. Maintenant que c'est le cas, on va renforcer la diffusion de l'information, notamment sur les réseaux sociaux », précise Fatma Nakib. Et autant dire qu'il reste du travail.

> La liste des établissements refuge sur www.montpellier.fr

FAITS DIVERS

CARNON

Un motard blessé dans une collision

Un motard d'une soixantaine d'années a été sérieusement blessé ce dimanche matin après 10 h 30 à Carnon. Il a été percuté par une voiture dans une intersection de l'avenue du Comté-de-Melgueil. « Polytraumatisé » selon le premier diagnostic des pompiers, l'état du pilote a nécessité l'intervention de l'hélicoptère de la Sécurité civile pour être conduit au département d'anesthésie et de réanimation de l'hôpital Lapeyronie.

FABREGUES

Le match de foot a dû être sécurisé

Plusieurs patrouilles de gendarmerie sont intervenues ce dimanche après-midi avant le match opposant Fabrègues à Cannes pour le compte des 64e de finale de la Coupe de France. Des individus venus de Montpellier pour pénétrer dans l'enceinte du stade en vue de

provoquer du désordre ont été maintenus à l'extérieur.

MONTPELLIER

Un restaurant en infraction sur les horaires

Dans la nuit de jeudi à vendredi, peu avant 2 heures du matin, les policiers municipaux ont constaté que le restaurant La Chuaya, situé 32 rue du Faubourg Figuerolles, était en infraction pour cause de fermeture trop tardive. L'équipage de la brigade de nuit a rédigé un rapport d'infraction. Objectif : assurer le respect des règles et maintenir la tranquillité publique.

Incendie dans un local poubelle

Les pompiers sont intervenus à Croix-d'Argent pour circonscrire un incendie dans un local poubelle, dans la nuit de jeudi à vendredi, vers 2 h 20. Leur intervention rapide a permis d'éviter l'extension du sinistre. La police municipale était sur les lieux.

Cette année, Elena du RC Vedasien est dans l'album Panini.

Uber Eats | Partenaire de 50 clubs de football amateur.

Uber France SAS - Site: Chateaufort 75003 PARIS - RCS Paris 539 465 942